

**TRIBUNAL ADMINISTRATIF  
DE TOULOUSE**

**N°1304811**

---

ASSOCIATION PRESENCE LES TERRASSES DE  
LA GARONNE et autres

---

Mme Gay-Sabourdy  
Rapporteur

---

Mme Delbos  
Rapporteur public

---

Audience du 11 mars 2016  
Lecture du 8 avril 2016

---

44-045  
C

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**

**AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS**

Le Tribunal administratif de Toulouse

(3ème Chambre)

Vu la procédure suivante :

Par une requête et un mémoire, enregistrés le 25 octobre 2013 et le 27 octobre 2015, l'association « présence les terrasses de la Garonne », l'association France Nature Environnement Midi-Pyrénées et l'association Nature Midi-Pyrénées, représentées par Me Terrasse, demandent au tribunal :

1°) d'annuler l'arrêté du 29 août 2013 portant autorisation de destruction, déplacement d'individus ainsi que de destruction, altération, dégradation d'aires de repos et/ou de reproduction d'espèces protégées dans le cadre de la réalisation du centre commercial Val Tolosa à Plaisance-du-Touch ;

2°) de condamner l'Etat au paiement de la somme de 2 000 euros par requérant sur le fondement de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Les associations requérantes soutiennent que :

- l'association FNE Midi-Pyrénées et l'association nature Midi-Pyrénées sont recevables dès lors que, d'une part, elles sont des associations agréées au titre de l'article L.141-1 du code de l'environnement et que, d'autre part, la décision litigieuse lèse les intérêts collectifs qu'elles défendent ;

- l'association « présence des terrasses de la Garonne » est recevable dès lors que l'arrêté attaqué lèse directement son objet statutaire, que l'article 4 de ses statuts prévoit notamment les actions en justice comme moyen pour remplir sa mission et que l'arrêté litigieux a été délivré sur le territoire de la commune de Plaisance-du-Touch où l'association exerce exclusivement son champ de compétence territoriale ;

- le dossier de demande est incomplet en ne visant pas expressément l'ensemble des espèces concernées par le projet ni, le cas échéant, les mesures d'atténuation ou de compensation mises en œuvre ; ainsi, la décision attaquée a été prise en méconnaissance de l'article 2 de l'arrêté du 19 février 2007 ;

- l'arrêté a été pris sur la base d'une procédure irrégulière, la commission nationale de protection de la nature n'ayant pas émis d'avis sur le projet de destruction de la Renoncule à feuilles d'Ophioglosse et du Trèfle écaillé qui n'ont pas été traités dans le dossier de demande ;

- l'arrêté attaqué n'est pas suffisamment motivé au regard des dispositions de la loi du 11 juillet 1979 concernant l'absence d'autre solution satisfaisante ;

- le préfet ne démontre pas l'absence d'autre solution satisfaisante ;

- le préfet n'a pas justifié de l'existence de raisons impératives d'intérêt public majeur permettant la délivrance d'une dérogation sur le fondement de l'article L. 411-2 du code de l'environnement ;

- l'arrêté querellé est entaché d'une erreur manifeste d'appréciation, certaines mesures compensatoires n'étant pas réalistes, les parcelles destinées ultérieurement à la gestion d'espèces étant soit trop petites et totalement enclavées en zone urbanisée, soit en cours d'urbanisation.

Par un mémoire en défense, enregistré le 7 janvier 2015, le préfet de la Haute-Garonne conclut au rejet de la requête.

Il soutient que les moyens soulevés par les associations requérantes ne sont pas fondés.

Par deux mémoires en défense, enregistrés les 27 octobre et 23 décembre 2015, la SAS PCE et la SNC Foncières Toulouse Ouest, représentées par la SELARL Bardon – de Faÿ et le cabinet DS Avocats, concluent au rejet de la requête et à la mise à la charge conjointe des associations requérantes à verser une somme de 3 000 euros à chacune des défenderesses au titre de l'article L. 761-1 du code de justice administrative.

Elles soutiennent que les moyens soulevés par les associations requérantes ne sont pas fondés.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- le code de l'environnement ;

- l'arrêté fixant les conditions de demande et d'instruction des dérogations définies au 4° de l'article L. 411-2 du code de l'environnement portant sur des espèces de faune et de flore sauvages protégées ;

- le code de justice administrative.

Les parties ont été régulièrement averties du jour de l'audience.

Ont été entendus au cours de l'audience publique :

- le rapport de Mme Gay-Sabourdy ;

- les conclusions de Mme Delbos, rapporteur public ;

- les observations de Me Terrasse, représentant les associations requérantes ;

- les observations de M. Douette, représentant le préfet de la Haute-Garonne ;

- les observations de Me Baron, représentant la SELARL Bardon – de Faÿ et de Me Beauchet, représentant le cabinet DS Avocats, pour la SAS PCE et la SNC Foncières Toulouse Ouest ;

1. Considérant que, par arrêté attaqué du 29 août 2013, le préfet de la Haute-Garonne a autorisé la SAS PCE et la SNC Foncière Toulouse Ouest, en application de l'article L. 411-2 du code de l'environnement, à déroger à l'interdiction de détruire, déplacer les individus et de détruire, altérer, dégrader les habitats de reproduction ou/et de repos, des espèces protégées à l'occasion des travaux de réalisation d'un centre commercial « Val Tolosa » sur la commune de Plaisance-du-Touch ; que, par la requête susvisée, les associations Présence les terrasses de la Garonne, France nature environnement (FNE) Midi-Pyrénées et Nature Midi-Pyrénées demandent l'annulation de cet arrêté ;

Sur les conclusions à fin d'annulation de l'arrêté du 29 août 2013 :

2. Considérant qu'aux termes de l'article L. 411-1 du code de l'environnement : *« I. - Lorsqu'un intérêt scientifique particulier ou que les nécessités de la préservation du patrimoine naturel justifient la conservation de sites d'intérêt géologique, d'habitats naturels, d'espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées et de leurs habitats, sont interdits : 1° La destruction ou l'enlèvement des œufs ou des nids, la mutilation, la destruction, la capture ou l'enlèvement, la perturbation intentionnelle, la naturalisation d'animaux de ces espèces ou, qu'ils soient vivants ou morts, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur détention, leur mise en vente, leur vente ou leur achat ; 2° La destruction, la coupe, la mutilation, l'arrachage, la cueillette ou l'enlèvement de végétaux de ces espèces, de leurs fructifications ou de toute autre forme prise par ces espèces au cours de leur cycle biologique, leur transport, leur colportage, leur utilisation, leur mise en vente, leur vente ou leur achat, la détention de spécimens prélevés dans le milieu naturel ; 3° La destruction, l'altération ou la dégradation de ces habitats naturels ou de ces habitats d'espèces ; 4° La destruction, l'altération ou la dégradation des sites d'intérêt géologique, notamment les cavités souterraines naturelles ou artificielles, ainsi que le prélèvement, la destruction ou la dégradation de fossiles, minéraux et concrétions présents sur ces sites. II. - Les interdictions de détention édictées en application du 1°, du 2° ou du 4° du I ne portent pas sur les spécimens détenus régulièrement lors de l'entrée en vigueur de l'interdiction relative à l'espèce à laquelle ils appartiennent. »* ; qu'aux termes de l'article L. 411-2 : *« Un décret en Conseil d'Etat détermine les conditions dans lesquelles sont fixées : 1° La liste limitative des habitats naturels, des espèces animales non domestiques ou végétales non cultivées ainsi que des sites d'intérêt géologique, y compris des types de cavités souterraines, ainsi protégés ; (...) 4° La délivrance de dérogation aux interdictions mentionnées aux 1°, 2° et 3° de l'article L. 411-1, à condition qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante et que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées dans leur aire de répartition naturelle : (...) c) Dans l'intérêt de la santé et de la sécurité publiques ou pour d'autres raisons impératives d'intérêt public majeur, y compris de nature sociale ou économique, et pour des motifs qui comporteraient des conséquences bénéfiques primordiales pour l'environnement ; (...) »* ;

3. Considérant qu'il résulte des dispositions précitées qu'il ne peut être dérogé au principe d'interdiction posé par l'article L. 411-1 du code de l'environnement qu'aux conditions qu'il n'existe pas d'autre solution satisfaisante, que la dérogation ne nuise pas au maintien, dans un état de conservation favorable, des populations des espèces concernées par la demande et, au cas d'espèce, qu'elle soit justifiée par des raisons impératives d'intérêt public majeur ; que l'absence de l'une de ces trois conditions, qui sont cumulatives, fait obstacle à ce que la dérogation puisse être légalement accordée ;

4. Considérant que le projet de réalisation du centre commercial Val Tolosa implique la destruction d'espèces protégées que sont la rose de France, le crapaud calamite, le crapaud

commun, la grenouille agile, la rainette méridionale, la couleuvre verte et jaune, le lézard des murailles, le lézard vert, le hérisson d'Europe et l'écureuil roux et qu'il conduira à la destruction, à l'altération, la dégradation d'aire de repos et/ou de site de reproduction de soixante quatre espèces faunistiques protégées ;

5. Considérant que la décision attaquée indique que le projet de réalisation du centre commercial Val Tolosa répond à des raisons impératives d'intérêt public majeur ; que le préfet de la Haute-Garonne, la SAS PCE et la SNC Foncière Toulouse Ouest font valoir que le projet s'inscrit dans une politique locale d'aménagement, telle que prévue par le schéma de cohérence territorial de la grande agglomération de Toulouse et du plan local d'urbanisme de la commune de Plaisance-du-Touch et qu'il répond à la nécessité de densifier l'animation urbaine de cette zone ; que ce projet est rendu nécessaire par la forte évolution démographique et par les besoins des consommateurs de la périphérie Ouest de l'agglomération toulousaine et qu'il permettra de décongestionner le trafic routier en limitant les migrations commerciales et de loisir, ou encore les trajets domicile/travail ; qu'il concourra au développement économique et social par la création d'environ 1 785 emplois physiques et 3 000 emplois durant la phase chantier ; que le projet Val Tolosa est précurseur en matière de développement durable par sa conception et sa gestion assurée de manière écologique ; que, toutefois, et en dépit de l'intérêt public incontestable qui s'attache notamment à la création d'emplois, le préfet de la Haute-Garonne ne justifie pas que la réalisation du centre commercial en cause constituerait un cas exceptionnel dont la réalisation se révélerait indispensable ; qu'ainsi, le préfet de la Haute-Garonne ne pouvait légalement délivrer une dérogation à l'interdiction de destruction et de déplacement des espèces concernées en l'absence de raison impérative d'intérêt public majeur au sens des articles L.411-1 et suivants du code de l'environnement ; qu'il s'ensuit que les requérantes sont fondées à soutenir que la décision du 29 août 2013 est, pour ce motif, entachée d'illégalité ;

6. Considérant qu'il résulte de ce qui précède, sans qu'il soit besoin d'examiner les autres moyens de la requête, que les associations requérantes sont fondées à demander l'annulation de la décision attaquée ;

Sur les conclusions tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :

7. Considérant qu'aux termes de l'article L. 761-1 du code de justice administrative :  
*« Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation » ;*

8. Considérant que les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative font obstacle à ce que soit mise à la charge des associations requérantes, qui ne sont pas en l'espèce les parties perdantes, la somme réclamée au titre de ces dispositions par la SAS PCE et la SNC foncière Toulouse Ouest ; qu'il y a lieu, en revanche, de mettre à la charge de l'Etat la somme globale de 1500 euros à verser aux associations requérantes.

## D E C I D E :

Article 1<sup>er</sup> : L'arrêté du préfet de la Haute-Garonne du 29 août 2013 portant autorisation de destruction, déplacement d'individus ainsi que de destruction, altération, dégradation d'aires de repos et/ou de reproduction d'espèces protégées dans le cadre de la réalisation du centre commercial Val Tolosa à Plaisance-du-Touch est annulé.

Article 2 : L'Etat versera à l'association France nature environnement Midi-Pyrénées, à l'association nature Midi-Pyrénées et à l'association présence des terrasses de la Garonne une somme globale de 1 500 euros (mille cinq cents euros) au titre des dispositions de l'article L.761-1 du code de justice administrative.

Article 3 : Les conclusions présentées par la SAS PCE et la SNC foncière Toulouse Ouest tendant à l'application de l'article L. 761-1 du code de justice administrative sont rejetées.

Article 4 : Le présent jugement sera notifié à l'association France nature environnement Midi-Pyrénées, à l'association nature Midi-Pyrénées, à l'association présence des terrasses de la Garonne, à la SAS PCE, à la SNC foncière Toulouse Ouest et au préfet de la Haute-Garonne.

Délibéré après l'audience du 11 mars 2016, à laquelle siégeaient :

M. Bachoffer, président,

Mme Rigodanzo, président exerçant des fonctions de premier conseiller,

Mme Gay-Sabourdy, premier conseiller.

Lu en audience publique le 8 avril 2016.

Le rapporteur,

Le président,

N. GAY-SABOURDY

B.-R. BACHOFFER

Le greffier,

M.ALRIC

La République mande et ordonne au préfet de Haute-Garonne en ce qui le concerne ou à tous huissiers de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution du présent jugement.

Pour expédition conforme :  
Le Greffier en chef,